

MAINTENIR LE CAP

le programme du G7 pour la
démocratie et l'égalité dans
un contexte de défis mondiaux

La présente note stratégique a été produite par le Groupe de travail sur la démocratie du W7 - 2025, coprésidé par Muzna Dureid et Rez Gardi.

Dans le monde entier, nous observons une régression sans précédent des libertés civiles, des droits des femmes et de l'État de droit. Cette érosion ne se limite pas à l'urne : elle est structurelle, systématique et profondément liée au genre. Dans leurs rencontres en 2025, les dirigeants du G7 sont confrontés à un choix historique, à savoir défendre les principes de la gouvernance démocratique ou permettre l'amplification des reculs observés. Cette note stratégique décrit les principaux défis qui se présentent et les mesures audacieuses requises pour restaurer la résilience démocratique et l'égalité de genre dans le monde.

CONTEXTE MONDIAL : DÉCLIN DE LA DÉMOCRATIE

Les démocraties dans le monde, autant celles de longue date que celles nouvellement établies, connaissent un déclin troublant, marqué par un recul démocratique et une régression institutionnelle. Le rapport [Freedom House's 2025](#)¹ révèle qu'en 2024 la liberté mondiale s'est érodée pour une 19e année consécutive. Les droits politiques et les libertés civiles se sont détériorés dans soixante pays et ils ont évolué dans seulement trente pays. Le rapport souligne également une montée de l'autoritarisme et fait état de nombreuses élections ayant été l'objet de violence et de répression. Cette tendance soutenue met en évidence les défis croissants de la démocratie et des libertés individuelles dans le monde.

Ce recul démocratique ne concerne pas uniquement les processus électoraux. Il correspond également au démantèlement systématique des freins et des contrepoids (check and balance), à l'érosion des libertés civiles et à la résurgence de régimes autoritaires. Le repli de la démocratie est marqué par l'érosion systématique de l'égalité entre les hommes et les femmes et des droits fondamentaux, principalement ceux des femmes et des groupes marginalisés. La participation politique est un déterminant critique de la santé d'une démocratie. Or, la participation des femmes à la vie publique est de plus en plus restreinte, soit directement en raison d'obstacles juridiques soit indirectement à cause de la violence en ligne, des normes sociales et de la discrimination systémique. Les mouvements autoritaristes et nationalistes placent souvent les « valeurs familiales traditionnelles » au cœur de leur programme politique afin de justifier la restriction des droits des femmes et la marginalisation des communautés LGBTQI+. Et des gouvernements et autres institutions renforcent encore plus ces normes patriarcales en promouvant les rôles sexospécifiques traditionnels qui confinent les femmes dans des fonctions de soins et de tâches domestiques. Ces mesures affaiblissent la démocratie en restreignant les libertés individuelles, en renforçant les inégalités structurelles et en démantelant les protections qui sont essentielles pour une société juste et équitable.

Les régimes démocratiques dépendent d'une participation éclairée et informée. Cependant, la hausse de la désinformation sape démesurément l'engagement citoyen des femmes, des filles et des groupes marginalisés. De plus en plus, la désinformation est utilisée comme arme de polarisation. Ce n'est plus uniquement un problème d'ordre technologique ou politique, mais c'est un enjeu profondément sexospécifique qui menace à la fois la démocratie et les droits des femmes. Les mouvements antidémocratiques exploitent la désinformation pour saper la confiance dans les institutions, discréditer les médias indépendants et justifier les politiques répressives.

1 Freedom House. (2025). *Freedom in the world 2025: The uphill battle to safeguard rights*. <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2025/uphill-battle-to-safeguard-rights>

Le rapport [CIVICUS' 2024](#)² indique que 72,4 % de la population mondiale vivent dans des pays où l'espace civique est réprimé ou fermé et près de 30 % vivent dans des conditions de répression totale. Les contestataires, les journalistes et les activistes font l'objet de répression croissante, incluant la répression des mouvements propalestiniens.

L'[indice de genre des ODD d'EM2030](#)³ révèle une diminution des protections juridiques sur le plan de la liberté d'association et de la négociation collective dans des pays tels le R.-U., la France, le Japon et les É.-U.; la situation en Allemagne ne bouge pas. Les restrictions grandissantes imposées aux ONG, aux droits des femmes et au militantisme progressiste reflètent un recul mondial plus étendu, alimenté par une érosion de la démocratie, un populisme d'extrême droite et des alliances religieuses de droite.

ÉROSION DU DROIT INTERNATIONAL ET DU MULTILATÉRISME

Les fondements de la gouvernance démocratique sont menacés par une tendance mondiale grandissante qui affaiblit le droit international et les institutions multilatérales. De plus en plus, des États puissants font fi des règles juridiques internationales et des institutions lorsqu'ils le jugent politiquement opportun, ce qui mine l'autorité de la Charte des Nations Unies, le droit humanitaire et les traités en matière de droits de la personne. Cette érosion d'un ordre international fondé sur les règles de droit affaiblit les mécanismes de reddition de comptes et encourage les autoritarismes. Que ce soit dans l'application sélective des règles du droit international ou dans les attaques contre les tribunaux internationaux et les organes de traités, l'affaiblissement des règles juridiques a des conséquences graves sur la gouvernance démocratique, la protection des droits de la personne et l'égalité de genre dans le monde. Le multilatérisme, qui a déjà été une pierre angulaire de la stabilité mondiale, est écarté ou manipulé, diminuant ainsi la confiance et fragmentant l'ordre international. À mesure que s'amenuise la confiance dans les systèmes juridiques et multilatéraux, la capacité mondiale de prévenir les conflits, de respecter les droits de la personne et de résister au recul démocratique se détériore également. Cette érosion a de profondes conséquences pour l'espace civique, l'égalité de genre et la gouvernance inclusive. Elle menace les principes mêmes qui soutiennent les engagements déclarés du G7.

La situation de la Palestine soulève de graves questions en ce qui concerne l'application cohérente du droit humanitaire international et la crédibilité d'un ordre international fondé sur les règles de droit. L'utilisation généralisée et sans discernement de la force, les victimes civiles massives, les attaques documentées sur les établissements de santé et d'éducation et le refus de l'accès à l'aide humanitaire violent directement les accords de Genève et les règles du Droit humanitaire international. L'absence de mécanismes de reddition de comptes et l'incohérence des réponses internationales - incluant des pays du G7 - contribuent à la perception de l'application sélective des règles de droit. Les femmes et les filles palestiniennes font face aux conséquences sexospécifiques aiguës qu'engendrent les conflits, à une exposition accrue aux déplacements, à des traumatismes et à la perte d'accès à des services essentiels. Il est nécessaire de respecter les règles du Droit humanitaire international et d'appliquer de façon impartiale les règles juridiques dans tous les contextes, incluant en Palestine, pour maintenir l'intégrité du droit international et des cadres multilatéraux.

2 CIVICUS. (2024). *People power under attack 2024: Global findings*. CIVICUS Monitor. https://monitor.civicus.org/globalfindings_2024/

3 Equal Measures 2030. (2024). *Indice de genre des ODD : Un avenir égalitaire en matière de genre en crise?* <https://equalmeasures2030.org/fr/indice-de-genre-des-odd-2024/>

CONFLIT, GUERRE ET FRAGILITÉ DES GAINS SUR LE PLAN DE LA DÉMOCRATIE ET DE L'ÉGALITÉ DE GENRE

Les conflits constants et grandissants à travers le monde causent des déplacements massifs de populations, des violations aux droits de la personne et l'aggravation des inégalités entre les hommes et les femmes. Les conflits armés perturbent la gouvernance et font s'effondrer les règles du droit et fréquemment, ils aboutissent à des structures militaires et autoritaires qui balayent les règles démocratiques. Dans de nombreux cas, les guerres sont longues ou elles se répètent, laissant des régions entières aux prises avec des cycles de violence qui empêchent d'exercer les droits et préviennent le développement.

Les femmes et les filles portent le lourd fardeau de ces crises. Elles sont plus à risque de violence sexuelle et fondée sur le genre, d'apartheid sexospécifique, de déplacement forcé et de mariage précoce et forcé. L'accès à des services essentiels comme l'éducation, les soins de santé et la justice leur est refusé et leur participation aux processus décisionnels durant les conflits ou pendant le redressement est minimale, sinon complètement inexistante.

Les retombées sexospécifiques de la guerre s'étendent bien au-delà du champ de bataille. Elles façonnent les négociations de paix, les efforts de reconstruction et les espaces de justice de transition où les voix des femmes sont trop souvent exclues et leurs besoins négligés. Le programme Femmes, paix et sécurité (FPS) a beau avoir été créé pour remédier à ces lacunes, sa mise en œuvre demeure inégale et sous-financée, et dans certains pays du G7, le programme lui-même fait l'objet de reculs croissants.

LES ENGAGEMENTS PRÉCÉDENTS DU G7

La démocratie est depuis longtemps une valeur fondamentale des pays du G7. Au cours de la dernière décennie, le G7 est demeuré ferme dans sa défense des principes démocratiques, des droits de la personne et de l'État de droit en tant que fondements de la paix et de la prospérité. De 2014 à 2016, le G7 s'est concentré sur le respect des libertés, de la démocratie et de l'intégrité territoriale en mettant l'accent sur le respect du droit international. En 2017 et 2028, ces engagements se sont renforcés ainsi que la nécessité d'un ordre international fondé sur les règles du droit. En 2019, le G7 a mis l'accent sur l'importance de la démocratie, de l'égalité et des sociétés pluralistes. En 2021, le G7 a reconnu les menaces grandissantes à la démocratie, y compris celles de l'autoritarisme et de la désinformation ainsi que les cybermenaces. En 2022, la Déclaration du G7 réaffirmait son rôle dans la défense de la démocratie dans un contexte de changements géopolitiques et engageait ses membres à préserver la paix, les droits de la personne et le multilatérisme.

En 2023 et 2024, le G7 a réitéré son engagement à préserver un ordre international libre et ouvert, s'opposant aux agressions territoriales et promouvant la coopération multilatérale, la dignité humaine et l'innovation numérique. En 2024, dans leur Déclaration, les dirigeants du G7 au sommet d'Apulia réitéraient leur croyance commune aux principes de la démocratie et des sociétés libres, aux droits de l'homme universels, aux progrès sociaux et au respect du multilatéralisme et de l'État de droit. Ils s'engageaient à créer des possibilités de prospérité et à en partager les retombées. Et ils affirmaient vouloir renforcer les règles et les normes internationales au profit de tous.⁴

La protection de la démocratie et de l'égalité entre les hommes et les femmes nécessite des investissements soutenus. Or, le financement diminue. Les données de l'OCDE indiquent que l'Aide publique au développement (APD) a diminué de 42 %.⁵ Moins de 1 % de l'APD est affecté aux organismes de défense des droits des femmes et aux organisations féministes. En 2021, le financement des groupes de défense des droits des personnes LGBTI représentait 4 cents pour chaque 100 dollars en aide internationale. Il faut des programmes robustes d'aide au développement, notamment des initiatives en éducation, sécurité et santé, pour s'attaquer aux causes fondamentales de l'instabilité politique et ultimement, pour contrer les influences autocratiques. Ces changements politiques récents ont des conséquences dévastatrices et souvent mortelles pour les programmes mondiaux d'égalité de genre et de résilience démocratique.

La Politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada, lancée en 2017, a fait de l'égalité de genre un pilier central de sa stratégie de développement, contribuant aux 40 milliards de dollars en engagements à l'échelle du monde pour accélérer les progrès dans ce domaine. Le fonds Voix et leadership de femmes, plus récemment créé par le Canada et renouvelé en 2024, ainsi que son investissement historique dans le Fonds Égalité démontrent à nouveau son engagement soutenu à renforcer les organismes de défense des droits des femmes et à promouvoir l'égalité de genre dans le monde.

4 G7 Italie. (2024). *Apulia G7 Leaders' Communiqué*. <https://www.g7italy.it/en/apulia-g7-leaders-communique-2/>

5 OCDE. (2024). *Development finance for gender equality 2024*. https://www.oecd.org/en/publications/development-finance-for-gender-equality-2024_e340afbf-en.html

MALGRÉ LES ENGAGEMENTS FERMES DU G7 EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATIE, DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, DES DÉFIS IMPORTANTS SUBSISTENT POUR TRANSFORMER LA RHÉTORIQUE EN MESURES EFFICACES. PARMI LES LACUNES PRINCIPALES, IL Y A :

- **L'application incohérente des règles** - Le G7 publie fréquemment des déclarations fortes, mais les mécanismes d'application demeurent faibles et les conséquences sont limitées pour les violations et les reculs démocratiques.
- **Le soutien insuffisant aux démocraties en danger** - Souvent, l'appui financier et politique aux démocraties émergentes aux prises avec des crises économiques ou politiques est insuffisant, ce qui les empêche de résister aux pressions autoritaristes.
- **Ignorer les problèmes de démocratie à l'interne** - Les pays du G7 font aussi face à des vulnérabilités sur le plan de la démocratie, notamment la polarisation politique, la désinformation et l'ingérence de pays étrangers; autant de facteurs qui sapent leur crédibilité à promouvoir la démocratie outre-frontière.
- **La faible réponse aux menaces numériques** - La montée rapide de la désinformation entraînée par l'IA, la suppression en ligne et l'autoritarisme numérique sont des problèmes qui exigent des solutions réglementaires et technologiques plus robustes, mais la réponse du G7 demeure insuffisante.
- **Le sous-financement chronique des mouvements féministes et de l'infrastructure démocratique** - Malgré l'engagement du G7 envers l'égalité de genre, le financement des organismes de défense des droits des femmes demeure inférieur à 1 % de l'APD.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS POUR LE G7 - 2025

Pour combler ces lacunes et faire progresser le leadership du G7 en matière de démocratie et d'égalité de genre, nous demandons instamment aux dirigeants du G7 de prendre les mesures suivantes :

1. Réaffirmer son engagement en faveur des droits fondamentaux de la personne et des valeurs démocratiques communes.

- Renforcer les valeurs communes de la démocratie, des droits de la personne et de l'égalité par des mesures qui permettront d'affermir les institutions démocratiques; et condamner publiquement les attaques contre les systèmes judiciaires indépendants, les organes de surveillance, les autorités réglementaires, les pouvoirs parlementaires et l'indépendance des médias à domicile et à l'étranger.
- Défendre les références aux droits de la personne et respecter et renforcer les conventions et les cadres internationaux existants, incluant la Déclaration et programme d'action de Beijing, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention des Nations unies sur l'élimination et la discrimination contre les Femmes, la Convention d'Istanbul, la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail ainsi que les normes internationales de travail pertinentes dont la Convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement (C190).
- Résister aux reculs en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR), d'accès à l'avortement sécuritaire et légal, d'éducation complète à la sexualité et d'accès à la contraception, et intégrer la SDSR et la protection contre la violence fondée sur le genre aux soins de santé universels.
- Faire progresser la protection des droits des personnes LGBTQI+ et assurer l'égalité entre tous les genres et toutes orientations sexuelles. Créer un groupe de travail du G7 sur les droits LGBTQI+ afin de surveiller et de contrer la criminalisation de l'autoidentification sexuelle.

2. À la lumière des menaces croissantes à l'endroit de la société civile, assurer la protection des défenseurs des droits de la personne et de l'espace civique

- Élaborer une stratégie du G7 et adopter un plan d'action global qui promeut et protège le droit de se porter à la défense des droits de la personne.
- Mettre sur pied un groupe de travail sur l'espace civique afin de prévenir les attaques contre la société civile, de surveiller la situation et de répondre aux menaces et restrictions à l'endroit de la société civile.
- Étendre le mécanisme de réponse rapide (MRR) du G7 pour inclure les menaces contre l'espace civique, l'égalité de genre et les défenseurs des droits de la personne.
- Créer un fonds de soutien à la démocratie du G7 afin de fournir de l'aide financière d'urgence aux organisations faisant face à des reculs démocratiques.

- Renforcer la protection en général de la liberté de presse.
- Élargir le mandat et le financement de la Coalition pour la liberté des médias.
- Offrir des visas d'urgence aux journalistes faisant l'objet de persécution.
- Élaborer un plan d'action du G7 pour contrer l'IA et les technologies de surveillance utilisées pour cibler les défenseurs des droits de la personne.
- Veiller à ce que toutes les initiatives multilatérales appuyées par le G7 protègent activement l'espace civique et tiennent les États responsables des violations.

3. Accroître le financement du G7 accordé aux organismes de défense des droits des femmes et aux initiatives prônant l'égalité de genre et rétablir la transparence du système financier international

- S'engager à ce que l'Aide publique au développement (APD) soit rétablie à 0,7 % du PNB d'ici 2027.
- Créer un fonds dont les ressources seraient versées aux organismes de défense des droits des femmes et aux mouvements féministes, incluant les groupes de défense des droits des personnes LGBTQI, des Autochtones et des migrants. Les pays du G7 ont des exemples dont ils peuvent s'inspirer (les fonds sexospécifiques du Canada, notamment le programme Voix et leadership des femmes et le Fonds Égalité; et le Fonds de soutien pour les organisations féministes de la France).
- Augmenter l'Aide publique au développement en matière d'égalité de genre et fixer des objectifs mesurables : intégration d'un volet égalité de genre dans 85 % des projets financés par l'APD du G7 d'ici 2027 et 20 % au moins de l'aide versée à des projets dont l'égalité de genre est l'objectif principal.

4. Promouvoir le leadership et la représentation de femmes d'horizons diversifiés dans la sphère publique et les protéger de la violence fondée sur le sexe.

- Réaffirmer son engagement de 2023 de faire progresser à parité la participation des femmes au marché du travail et aux structures de leadership en éliminant les barrières structurelles, les inégalités sexospécifiques et la discrimination au travail, incluant les préjugés associés à la maternité.
- Promouvoir et appliquer des quotas fondés sur le genre en obligeant les partis politiques à nommer un nombre égal de candidats masculins et de candidates féminines aux élections et assortir cette obligation d'une amende pour non-conformité.
- Mettre au point des plans d'action nationaux généraux et une législation pour interdire et criminaliser la violence fondée sur le sexe et la violence en ligne et hors ligne envers les femmes en politique, et protéger les dirigeantes qui ont des fonctions politiques.
- L'élaboration de politiques qui reconnaissent les besoins variés des femmes et y répondent est une façon de permettre à toutes les voix d'être entendues, en particulier celles des femmes déplacées, des minorités et des jeunes.

5. Étendre la portée des engagements du programme Femmes, paix et sécurité

- Faire en sorte que tous les plans d'action nationaux du programme FPS soient assortis de budgets dédiés.
- Créer un cadre de responsabilité pour l'ensemble du G7 pour suivre la mise en œuvre du programme FPS dans les activités de maintien de la paix, d'aide humanitaire et de sécurité.
- La réduction des dépenses militaires et de la vente d'armement, comme le décrit le programme FPS, permettra de réorienter des ressources vers des initiatives qui font la promotion de la paix et du développement équitable.
- Adopter l'engagement du secrétaire général de l'ONU de consacrer au moins 15 % des fonds administrés par les Nations Unies pour la consolidation de la paix à des projets dont l'objectif principal est de répondre aux besoins propres aux femmes.

6. S'engager à mettre en œuvre la diplomatie féministe (ou politique étrangère féministe) et à renforcer la reddition de comptes du G7 en matière d'égalité de genre

- Réinstaurer des libellés robustes sur la diplomatie féministe dans les déclarations du G7, réaffirmant l'engagement du G7 à l'égard de politiques sexotransformatrices.
- Étendre l'analyse sexospécifique à tous les domaines de la politique étrangère, incluant le commerce, la défense, la diplomatie, la migration et la sécurité.
- Renforcer les tableaux de bord du G7 sur le genre en incluant de nouveaux indicateurs sur l'espace civique, les droits des personnes LGBTQI+, l'avortement et les politiques de santé reproductive.

7. Appliquer de robustes solutions réglementaires et technologiques pour contrer la désinformation, la suppression en ligne et l'autoritarisme numérique facilités par l'IA et les lobbys de la haute technologie.

- Mettre en place des politiques pour protéger des méfaits de l'IA en périodes électorales et éviter de présenter des images déformées des candidat-e-s dans des publicités générées ou manipulées par l'IA.
- Mettre en œuvre de solides mesures de protection et des mécanismes de surveillance de l'IA dans les systèmes gouvernementaux afin de contrer les systèmes d'IA biaisés qui encodent et amplifient des préjugés sexuels et raciaux historiques.
- Limiter l'influence politique des entreprises de la haute technologie en assurant des pratiques concurrentielles et en leur imposant un niveau de taxation plus élevé et par d'autres règlements, puisque l'amplification de contenus extrémistes par les systèmes algorithmiques soulève des risques importants pour les processus démocratiques mondiaux.
- Contrer la menace de désinformation pour les démocraties à l'aide de mesures appropriées, incluant s'engager à adopter une approche de sécurité par la conception pour le développement et le déploiement de plateformes et de technologies, promouvoir des médias libres et indépendants et soutenir des programmes de compétences numériques et médiatiques. Se prémunir contre les génocides facilités par une technologie qui utilise les médias sociaux comme armes pour inciter à la violence.

8. Restaurer la confiance dans le droit international et la coopération multilatérale

- Respecter la Charte des Nations Unies et renforcer l'autorité des institutions juridiques internationales, incluant les tribunaux internationaux et les organes de traités.
- Faire preuve d'un leadership fondé sur les principes dans le cadre de la présidence du G7 du Canada en 2025 en résistant à la manipulation des règles juridiques mondiales et en réaffirmant son engagement envers le multilatérisme.
- Soutenir des mécanismes de reddition de comptes et l'ordre international fondé sur l'État de droit en tant que fondements essentiels pour la paix, la démocratie et l'égalité de genre.
- Réitérer l'importance du multilatérisme, notamment du rôle des Nations Unies et de la coopération internationale pour la promotion de la paix, de la stabilité et de la prospérité.
- Maintenir le financement et le soutien alloués aux institutions multilatérales et aux traités importants, peu importe les changements politiques intérieurs.

